BÂTIMENT BZH

N°10 • NOVEMBRE 2026



CAHIER SPECIAL SUR L'EAU

LE NOUVEL OR BLEU

SOMMAIRE

- Se préparer aujourd'hui pour limiter les impacts de demain – *Interview de Christophe Moncoiffet, Chargé de prévention cybermenaces* **p.2**
- **Cahier spécial sur l'eau** Le nouvel or bleu **p.3 à 6**
- Les Coulisses du Bâtiment : au cœur des chantiers **p.7**
- Worldskills : La Bretagne brille à Shangai **p.7**
- Pépites de l'Alternance 2026 **p.8**



édito

Xavier Champs
Président de la FFB Bretagne

C'est avec un réel plaisir que j'ouvre ce nouveau numéro de **batiment.bzh**, malgré un contexte général qui demeure particulièrement préoccupant.

Depuis plusieurs années, notre secteur évolue dans un environnement de « *permacrise* » qui nous confronte à une transformation profonde : le passage progressif d'une économie d'abondance à une économie de rareté. Crise énergétique, tensions sur les matériaux, multiplication des épisodes climatiques extrêmes tels que les canicules ou les sécheresses : autant de phénomènes qui renforcent notre vulnérabilité et exigent de nous une capacité d'adaptation permanente.

L'eau, ressource longtemps considérée comme acquise, s'est ainsi imposée comme un enjeu économique majeur. Peu d'entre nous auraient imaginé une telle situation il y a encore quelques années. Cette réalité a conduit la FFB Bretagne à se saisir pleinement de cette question, ainsi que, plus largement, de l'ensemble des conséquences du changement climatique sur notre profession. Le dossier spécial de ce numéro lui est consacré. Il témoigne de notre mobilisation et s'inscrit dans la continuité des actions que nous menons en faveur de la transition écologique.

Cette rentrée met également à l'honneur la formation et la découverte de nos métiers. Nos quatre CFA affichent complet avec plus de 3 600 apprentis. La Bretagne demeure ainsi la première région française à poursuivre sa progression dans ce domaine. C'est un signal fort de confiance en l'avenir de la part des entrepreneurs du bâtiment, convaincus de la nécessité de former dès aujourd'hui les compétences dont notre secteur aura besoin demain.

Le mois d'octobre est également marqué par deux rendez-vous majeurs. Les **Coulisses du Bâtiment** permettent à des centaines de collégiens de découvrir concrètement nos métiers sur le terrain, au cœur des chantiers. La **Semaine des Métiers du Bâtiment**, née en Bretagne avant de se déployer à l'échelle nationale sous l'impulsion de **France Travail**, offre quant à elle aux demandeurs d'emploi l'opportunité de mieux connaître les nombreuses perspectives professionnelles de notre secteur.

Nous préparons par ailleurs la prochaine édition de la Compétition des Métiers, qui se déroulera en janvier et février dans huit CFA et lycées professionnels. Ces épreuves mettent en lumière l'excellence, l'engagement et le savoir-faire de nos jeunes talents. Elles constituent une véritable source de fierté pour notre profession et un motif d'optimisme pour l'avenir

Je ne peux toutefois conclure cet éditorial sans évoquer les préoccupations qui traversent aujourd'hui notre secteur. La crise profonde que connaît notre pays pèse sur l'ensemble de l'économie et fragilise l'investissement. La construction, pourtant essentielle à la vie de nos territoires et à la satisfaction des besoins de tous, n'échappe pas à cette situation.

Face à ces défis, gardons confiance dans notre capacité collective à agir et à nous réinventer. Innovation, transitions environnementales, adaptation au changement climatique, nouvelles formes d'urbanisme : autant de défis stimulants qui doivent nous rassembler et nous projeter vers l'avenir. À notre niveau, nous continuerons à être pleinement mobilisés pour accompagner ces évolutions et soutenir les entreprises du bâtiment breton.

Directeur de la publication : Xavier Champs. Directeur éditorial : Nicolas Lebon. Rédaction : Clémence Picart, Guillaume Ménard, Dominique Poirot, Philippe Cardon et Ludovic Guerin. Conception et réalisation : Agence Gosselin.
Crédit photos : Atypix. Tirages : 600 exemplaires

FFB BRETAGNE

CYBERSÉCURITÉ

Se préparer aujourd'hui pour limiter les impacts de demain

Qu'est-ce qu'une cybermenace ?

ADVERSAIRES	MODES D'ACTION	VULNÉRABILITÉS
États	Atteintes aux système de traitement automatisé de données (ASTAD)	Faille humaine
Hacktivistes	Atteintes commises grâce aux systèmes d'information	Faille technique
Cybercriminels		Faille organisationnelle
Menace interne		Faille physique
Amateurs de sensations fortes		

L'attaque des groupes froids des supermarchés a surpris par son ampleur et par son apparente simplicité. L'exploitation d'une faille au sein d'un réseau d'objets connectés peut générer des centaines de milliers d'euros de préjudices. Pourtant être cyberattaqué n'est pas une fatalité et être accompagnés et préparés pour limiter les impacts sur la vie réelle des entreprises est plus qu'une possibilité…

LE POINT DE VUE DE CHRISTOPHE MONCOIFFET RÉSERVISTE CHARGÉ DE PRÉVENTION CYBERMENACES DU RÉSEAU DES EXPERTS CYBERMENACES DE LA POLICE NATIONALE.

L'actualité nous a rappelé que les cyberattaques ont des conséquences et des préjudices significatifs pour les entreprises. Quel panorama de la cybermenace peut-on dresser ?

En 2025, plus de 450 000 atteintes numériques ont été enregistrées en France, soit +87 % en cinq ans. Les attaques s'industrialisent grâce à des outils automatisés, et l'intelligence artificielle rend les arnaques plus crédibles : courriels sans faute, voix ou vidéos clonées. Les cybercriminels visent avant tout les cibles les moins protégées : TPE et PME représentent plus de la moitié des entreprises ciblées. Côté rançongiciels, les attaquants misent désormais sur le vol et la menace de diffusion des données pour extorquer leurs victimes.

Quelles sont, les principales formes d'attaques ou de risques auxquels les entreprises du Bâtiment peuvent être exposées ?

D'abord l'hameçonnage et l'ingénierie sociale, qui exploitent la faille humaine, à l'origine de la majorité des attaques. Ensuite les escroqueries financières : faux changement de RIB d'un fournisseur ou d'un sous-traitant, arnaque au président. Viennent aussi les mots de passe faibles ou réutilisés, les logiciels non mis à jour, les comptes d'anciens salariés restés actifs, et enfin les rançongiciels.

Pourquoi les adhérents de la FFB sont-ils particulièrement concernés par ces enjeux ?

Parce que ce sont majoritairement des TPE-PME, souvent sans service informatique, alors que les cybercriminels privilégient les structures au niveau de sécurité faible ou moyen. Le Bâtiment brasse aussi beaucoup de factures, de virements et d'échanges avec clients, fournisseurs et sous-traitants : autant d'occasions d'usurpation. Cette réponse n'étant pas exclusive car ils peuvent aussi tomber dans une attaque de masse, non ciblée.

Quelles peuvent être les conséquences concrètes d'une cyberattaque pour une entreprise ?

Une perte financière directe (virement détourné, coût de remise en service), un arrêt de l'activité lorsque devis, plans ou planning deviennent inaccessibles, donc des retards de chantier et des pénalités possibles. Puis une perte de confiance des clients et partenaires. Il y a aussi une responsabilité : en cas de fuite de données personnelles, les sanctions peuvent être lourdes au titre du RGPD. Sans oublier l'épuisement des équipes pendant la crise Cyber.

Quels réflexes de prévention devraient être déployés en priorité par les dirigeants et les équipes pour réduire la vulnérabilité des entreprises ?

Faire les mises à jour, réaliser des sauvegardes régulières, testées et surtout déconnectées du réseau (sur une disque dur externe par exemple, qui se trouve à l'extérieur de l'entreprise par rotation). Activer la double authentification sur l'ensemble des comptes. Sensibiliser le personnel régulièrement, et le Recym se propose de vous accompagner. Une règle d'or : jamais de virement ni de changement de RIB sur simple courriel ou appel, toujours un contre-appel et une double validation. Enfin, connaître les gestes réflexes en cas d'attaque : isoler le poste du réseau, ne pas l'éteindre pour conserver les traces, demander de l'aide, et porter plainte impérativement. Dans cette démarche, nous pouvons aussi vous assister.

En quoi votre engagement en tant que réserviste éclaire-t-il votre vision de la cybersécurité ?

Comme réserviste, je vois les cyberattaques du côté des victimes : la plupart auraient pu être évitées par des réflexes simples, et une cyber attaque n'est jamais un sujet seulement technique, c'est une crise qui touche l'humain, l'organisation et la confiance.

Avant de prendre la responsabilité de la gestion du système d'information du groupe Sealar, j'ai été pendant cinq ans, RSI de la SARC (Société Armoricaine de Canalisations), entreprise de travaux publics. J'ai appliqué cette vision : audit des risques, politique de sécurité, plans de continuité et de reprise d'activité. Ce double regard m'a permis de traduire la menace en priorités concrètes pour la direction et de préparer l'entreprise à augmenter son niveau de résilience face à une menace toujours plus présente.

Quel message souhaitez-vous adresser aux entreprises du Bâtiment pour les inciter à prendre ce sujet au sérieux, sans dramatiser, mais avec la vigilance nécessaire ?

Personne n'est trop petit pour être ciblé, mais chacun peut se protéger sans gros budget. Quelques réflexes et une culture du doute suffisent à décourager une grande partie des attaquants.

Et surtout vous n'êtes pas seuls : le 17Cyber, Cybermalveillance.gouv.fr ou MonAideCyber, qui propose un diagnostic de maturité Cyber gratuit d'1 h 30, sont là pour vous accompagner. La meilleure protection reste celle qu'on met en place avant l'attaque.

RECYM : réseau des experts en cybermenaces
OFAC : Office anti-cybercriminalité

BREIZHCYBER

Face à la montée des risques numériques, la Bretagne s'est dotée d'un centre régional de réponse aux incidents de cybersécurité, Breizh Cyber.

Créé à l'initiative de la Région Bretagne avec le soutien de l'État et de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), ce dispositif accompagne les entreprises, associations et collectivités bretonnes confrontées à des incidents cyber ou souhaitant renforcer leur préparation face aux menaces numériques. Son rôle est d'apporter un appui opérationnel, des conseils et une orientation adaptés aux enjeux de sécurité des organisations du territoire.

https://breizhcyber.bzh/



MonAideCyber
INNOVATION ANSSI

MonAideCyber est un projet du Laboratoire d'innovation de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). L'objectif de ce dispositif est d'accompagner les entités publiques, les associations et les entreprises souhaitant mener une première démarche de sécurisation informatique.

CAHIER SPÉCIAL LE NOUVEL OR BLEU

Tout s'accélère, il faut agir !

YANNICK LEHAGRE
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENT DE LA FFB BRETAGNE

Longtemps considérée comme une ressource disponible sans limite, l'eau est aujourd'hui devenue un sujet majeur pour notre profession. Les épisodes de sécheresse, les tensions croissantes sur les réseaux, les restrictions estivales et les difficultés rencontrées sur certains chantiers nous rappellent une réalité simple : nous ne sommes plus dans une logique d'anticipation lointaine, nous sommes dans l'urgence d'agir.

Depuis plusieurs années, la FFB travaille sur ce sujet. Nous avons cherché à comprendre, à proposer, à accompagner. Mais cet été a confirmé ce que beaucoup pressentaient déjà : la situation s'accélère, et la prise de conscience doit désormais se généraliser. Il ne s'agit plus seulement de se projeter dans l'avenir ; il faut se préparer, s'équiper, mesurer, et réduire dès maintenant nos consommations.

C'est tout le sens du travail engagé par la FFB. La profession dispose déjà d'outils, de retours d'expérience et de solutions techniques pour avancer : récupération des eaux pluviales, réutilisation des eaux grises, dispositifs d'économie d'eau, suivi des usages sur chantier. Encore faut-il faire connaître ces solutions, les diffuser largement et permettre à chacun de s'en saisir.

Face à la complexité du sujet, la FFB a pleinement sa place pour réunir les acteurs, mettre en réseau les compétences, encourager le partage des bonnes pratiques et aider l'ensemble de la profession à franchir un cap. C'est précisément ce que nous devons à nos entreprises : leur donner des repères clairs, des outils concrets et la capacité d'agir efficacement.

La matinée consacrée à la ressource en eau, organisée en partenariat avec B2E, a été un succès. Au-delà du nombre de participants, ce sont surtout la qualité des échanges et le niveau de détail des interventions qui ont marqué les esprits.

Ce dossier spécial a vocation à essaimer sur ce qui s'est dit lors de cette matinée. Car sur la question de l'eau, il n'est plus temps d'attendre. Il est temps d'avancer, ensemble, avec lucidité et détermination.



Changement climatique et géologie bretonne, un combo défavorable.

Le changement climatique n'agit pas seulement sur la température : il modifie en profondeur le cycle de l'eau, la fréquence des sécheresses, l'intensité des pluies et la capacité des sols à stocker les précipitations. En Bretagne, cette évolution est particulièrement sensible, car elle se combine à des caractéristiques géologiques qui limitent naturellement la rétention de l'eau.

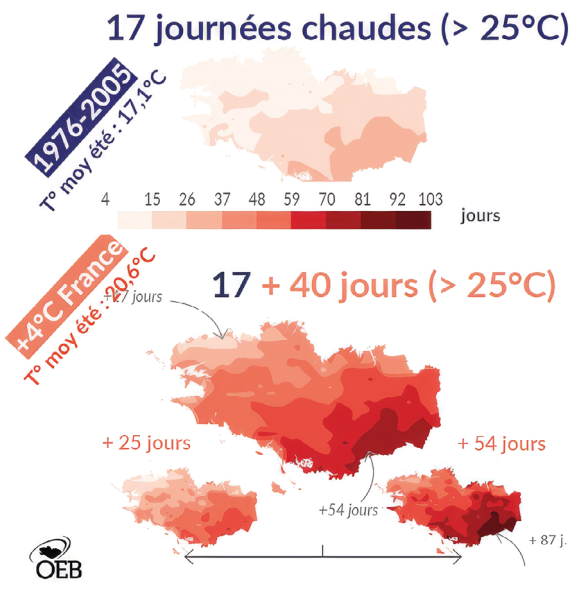
L'Observatoire de l'Environnement de Bretagne a étudié l'évolution possible du climat breton à +4 °C : davantage de journées chaudes, passant de 17 à 57 jours par an, soit 40 jours supplémentaires, plus de nuits tropicales et moins de jours de gel. Ces évolutions traduisent un basculement durable des saisons et des conditions de vie.

Pour la Bretagne, l'enjeu est d'autant plus fort que la pluie ne se transforme pas automatiquement en réserve disponible. Même si les précipitations hivernales augmentent, une part croissante de l'eau s'évapore ou est consommée par la végétation. Les pluies plus abondantes ne suffisent donc pas à éviter les tensions estivales.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) nous rappelle que la géologie bretonne accentue ce déséquilibre. Les sols granitiques ont une capacité de stockage limitée : l'eau y circule rapidement et ruisselle plus facilement vers la mer au lieu de s'infiltrer durablement. À l'inverse d'autres régions qui disposent de nappes avec une plus grande inertie. En Bretagne, la ressource reste très saisonnière : les stocks montent en hiver et baissent en été, dans un cycle annuel plus tendu. Cela signifie qu'un déficit de recharge sur une seule saison peut suffire à fragiliser fortement la disponibilité de l'eau les mois suivants.

Les conséquences météorologiques et hydrologiques sont déjà visibles : sécheresses plus fréquentes, restrictions d'usage, crues plus marquées lors d'épisodes intenses et vulnérabilité accrue face aux extrêmes. Le risque est aussi économique : l'agriculture est en première ligne, avec des cultures et des élevages très sensibles aux déficits hydriques. Le tourisme subit lui aussi les effets des fortes chaleurs et des restrictions. Quant aux entreprises du bâtiment, elles doivent composer avec une double contrainte : celle des conditions de travail, plus difficiles en période de canicule, et celle des usages de l'eau sur chantier, de plus en plus encadrés.

Pour les acteurs du bâtiment, cette prise de conscience ouvre un champ d'action concret : sobriété hydrique, récupération des eaux de pluie, réutilisation des eaux grises, végétalisation et conception de bâtiments plus résilients. L'enjeu n'est plus seulement de subir les contraintes, mais d'en faire un levier d'innovation et de responsabilité.



L'eau, un enjeu pour le bâtiment et le territoire : les perspectives par Charlène Descollonges



Charlène Descollonges est ingénieure hydrologue, spécialisée dans la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Présente lors de la matinée thématique sur l'eau, Charlène Descollonges a livré une intervention riche et éclairante sur les défis profonds que pose la gestion de l'eau, un sujet vital pour notre région et pour le secteur du bâtiment.

MIEUX COMPRENDRE L'EAU POUR MIEUX LA PRÉSERVER

Charlène Descollonges a expliqué que l'eau ne se limite pas à la simple image des rivières et des nappes. Elle a introduit des notions essentielles comme celle d'*« eau verte »*, qui correspond à l'eau contenue dans les sols et utilisée par les végétaux, participant au cycle naturel des pluies, mais aussi d'*« eau bleue »*, celle visible dans les rivières et nappes souterraines. Cette vision globale permet de mieux saisir le rôle de la nature dans la régulation de l'eau et pourquoi préserver les sols vivants, les zones humides et la végétation est indispensable.

La conférence a souligné que la Bretagne, comme d'autres régions, voit ses ressources en eau fortement impactées par les sécheresses répétées et l'urbanisation. Depuis des décennies, l'imperméabilisation des sols, la réduction des zones humides et l'artificialisation des cours d'eau participent à accélérer l'écoulement de l'eau, réduisant sa capacité d'infiltration dans les sols. Résultat : les nappes phréatiques se rechargent moins et les tensions hydriques en période estivale s'intensifient.

Cette réalité est exacerbée par le changement climatique qui entraîne des étés plus longs et plus secs. Charlène Descollonges a insisté sur la fréquence accrue des sécheresses et des canicules, une tendance qui impacte directement la vie quotidienne et l'économie locale.

QUELS IMPACTS POUR LE BÂTIMENT ET LES ENTREPRISES ?

Le secteur du bâtiment est au cœur de ces questions, à la fois comme consommateur d'eau pour la construction, l'entretien des chantiers et au service des bâtiments eux-mêmes, mais aussi en tant qu'acteur pouvant favoriser une meilleure gestion des eaux pluviales et une consommation plus sobre. En Bretagne, par exemple, l'eau potable reste la ressource principale, qu'elle soit destinée aux particuliers, aux entreprises, au tourisme, ou aux services publics.

Par ailleurs, l'accélération de l'urbanisation entraîne une imperméabilisation des sols, qui aggrave localement les risques d'inondation pendant les pluies abondantes et la sécheresse chronique en été. Il est donc indispensable que les professionnels du bâtiment intègrent dans leurs projets des solutions qui privilégient l'infiltration naturelle et la gestion raisonnée des eaux.

Charlène Descollonges a évoqué plusieurs pistes d'actions à différentes échelles. Par exemple, sur le plan local, il est vital de préserver les petits cours d'eau secondaires souvent ignorés. Sur celui du bâtiment, des initiatives comme le Diagnostic de Performance Hydrique commencent à voir le jour visant à évaluer et à réduire la consommation d'eau des constructions.

Le débat a également porté sur la récupération et le stockage de l'eau de pluie à l'échelle du bâtiment. Une solution intéressante pour certains usages non potables, comme l'arrosage, mais qui doit être pensée en cohérence avec l'ensemble du territoire. En effet, stocker excessivement l'eau en hiver pourrait réduire la recharge naturelle des nappes. D'où l'importance de conjuguer stockage raisonné et infiltration naturelle, en respectant les préconisations locales des gestionnaires de l'eau.

Plutôt que voir l'eau comme un simple fluide à gérer dans des tuyaux, il faut l'aborder dans le cadre plus large des écosystèmes, en intégrant sol, végétation et biodiversité, essentiels pour un cycle de l'eau sain et durable.

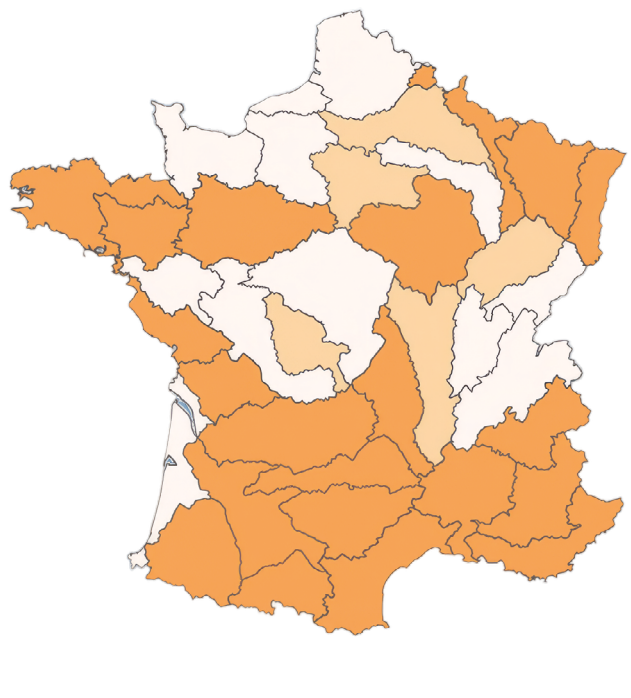
Pour la Fédération Française du Bâtiment, cette vision holistique rejoint pleinement les ambitions du secteur : construire et rénover pour un habitat durable, sobre en ressources et mieux intégré dans son environnement. En valorisant les pratiques vertueuses, les innovations techniques et en intégrant les enjeux territoriaux, les entreprises du bâtiment peuvent devenir des acteurs majeurs de cette transition indispensable.

VERS UNE GESTION CONCERTÉE DE L'EAU

Un dernier point important souligné par Charlène Descollonges est la nécessité d'une gouvernance forte et agile, capable de s'adapter aux fluctuations climatiques et aux besoins changeants. Cela demande une coopération entre collectivités, entreprises, agences de l'eau et citoyens.

Eclairage sur un sujet complexe mais crucial, en invitant tous les acteurs du bâtiment et du territoire à s'engager pour une gestion plus durable et résiliente de l'eau. La FFB Bretagne, en relayant ces réflexions, encourage ses entreprises à adopter des pratiques responsables et à participer activement à la préservation de cette ressource vitale.

Accéder à la vidéo :
https://www.youtube.com/shorts/DkkpTkPziwY



Projection de l'intensité de la tension hydrique sur une année d'ici 2050

INTENSITÉ DE LA TENSION
- Pas de tension identifiée à cette échelle
- Au moins un mois en tension modérée
- Au moins un mois de tension sévère

Source : Haut Commissariat à la stratégie et au plan. (2025). Étude prospective Eau 2050.

Eau sur les chantiers : la FFB mise sur deux programmes de R&D pour outiller les entreprises

Avec la multiplication des épisodes de sécheresse, les chantiers du bâtiment sont de plus en plus exposés aux restrictions d'usage de l'eau. Dans certaines situations, les préfectures peuvent limiter, voire suspendre, l'activité. Pour aider les entreprises à s'adapter, la FFB a lancé deux programmes de recherche et développement métiers : l'un pour le gros œuvre, l'autre pour les métiers de la façade.

L'enjeu est simple : mieux connaître les consommations réelles afin de pouvoir les réduire, les justifier et sécuriser la continuité d'activité.

Sur les chantiers, l'eau est utilisée à de nombreux moments : bases vie, nettoyage, cure du béton, enduits, peintures, carrelage. Pourtant, ces consommations restent souvent mal mesurées. La FFB a donc engagé des démarches fondées sur des relevés instrumentés, afin d'obtenir des données fiables et comparables.

MÉTIERS DU GROS-ŒUVRE



Dans le gros œuvre, la difficulté est que beaucoup de chantiers ne disposent que d'un seul compteur, ce qui ne permet pas de distinguer les usages. La FFB teste donc des compteurs communicants sur des chantiers pilotes. Les données sont croisées avec l'effectif, les tâches réalisées, la météo et les périodes d'arrêt. Objectif : repérer les fuites, les usages intempestifs, les process trop gourmands et les mauvaises pratiques, puis déployer des solutions concrètes : réglages, réparations, réorganisation des tâches, recyclage des eaux et formation des équipes. Plusieurs sites pilotes ont déjà été déployés dans des zones de stress hydrique.

Ce travail fait écho au témoignage de Pierre Bettoli (Directeur de l'ingénierie du groupe Angevin), qui a mis en place une feuille de route eau avec un objectif de baisse de 10 % d'ici 2030. L'entreprise a instauré un double comptage séparant base vie et chantier, afin de mieux suivre les consommations. Elle utilise aussi des électrovannes avec horloges (environ 500€ l'unité) pour couper l'eau la nuit, le week-end ou les jours fériés, limitant ainsi les fuites. Angevin teste également un système capable de suivre plusieurs postes de consommation et de couper l'eau en cas d'anomalie. Pour lui, l'enjeu est clair : il faut mesurer pour agir.

MÉTIERS DE LA FAÇADE



La FFB a mené une enquête nationale auprès de 575 entreprises du ravalement couvrant toutes les régions métropolitaines. Cette étude vise à mieux comprendre les pratiques de gestion de l'eau et à construire des ratios de consommation plus solides. Elle s'est concentrée sur trois points : le nettoyage des façades avant travaux, le nettoyage des machines à projeter l'enduit hydraulique et les bonnes pratiques hydro-économes déjà appliquées par les entreprises. Une seconde phase prévoit désormais la pose de 90 compteurs d'eau auprès des entreprises volontaires, afin de confronter les déclarations à des mesures réelles.

Ce programme rejoint directement le témoignage de Jean-Christophe Thézé, dirigeant d'une entreprise éponyme de peinture et de ravalement. Confronté aux arrêtés sécheresse, il a dû reporter plusieurs chantiers, avec des conséquences fortes sur l'organisation et la relation client. Pour sécuriser son activité, il investit dans une cuve de récupération d'eaux pluviales de 12 500 litres, alimentée par les toitures de l'entreprise. Malgré un investissement d'environ 25 000 euros, il considère cette dépense comme une assurance pour l'avenir, une manière d'être plus robuste pendant les périodes de stress hydrique. Pour lui, l'eau est devenue une véritable matière première : un enjeu économique, environnemental et stratégique.

Au fond, ces programmes traduisent une même ambition : faire de la sobriété en eau une condition de continuité d'activité. Dans un contexte où les restrictions peuvent tomber vite, disposer de mesures fiables devient un outil de pilotage, de négociation et d'investissement. La FFB veut ainsi permettre aux entreprises de mieux anticiper les restrictions, mieux justifier les investissements et mieux maintenir leur activité malgré les tensions sur la ressource.

DELPHINE MARTIN
DIRIGEANTE DE DENIEL ÉTANCHÉITÉ À TRÉGUEUX

J'ai également trouvé très inspirant le retour d'expérience de la FFB d'Occitanie : il nous projette dans le futur et nous montre concrètement ce que l'on peut mettre en place face aux restrictions d'eau. Cela m'amène également à réfléchir aux solutions que l'on peut proposer à nos clients. On a plein de choses à faire !

Quelles solutions face aux risques inondation ?

Face au risque inondation, les entreprises du bâtiment ont un rôle essentiel à jouer. Au-delà de la réparation après sinistre, il s'agit désormais de prévenir, adapter et protéger les ouvrages pour limiter les dommages et accélérer le retour à la normale. Pour accompagner les professionnels, la FFB, avec le CEPRI et la Fondation Excellence SMA BTP, a publié deux calepins de chantier dédiés à la prévention des inondations. Ces outils de terrain présentent des solutions techniques concrètes selon les situations : protection des ouvertures, traitement des réseaux, sécurisation des équipements électriques, choix des revêtements, aménagement des sous-sols et des vides sanitaires, ou encore mise en place de protections adaptées.
Pensés pour les artisans et entreprises du bâtiment, ces guides permettent de mieux conseiller les clients en zone inondable et d'intégrer le risque dès la conception ou la rénovation. Une approche pragmatique, lot par lot, pour construire des réponses efficaces et durables face aux épisodes de crue.



Téléchargement ici

Eau du Bassin Rennais :
un exemple d'accompagnement des acteurs économiques

Face aux enjeux croissants liés à la ressource en eau, Eau du Bassin Rennais illustre le rôle qu'une collectivité peut jouer auprès des acteurs économiques, notamment du bâtiment. Dans son programme ECODO 2025/2030, elle met l'accent sur la sensibilisation, l'accompagnement technique et le soutien financier des professionnels engagés dans des démarches de sobriété.

Plusieurs leviers sont proposés : aides financières couvrant à hauteur de 30 à 40 % pour des projets ou études liés aux économies d'eau, sessions d'information-formation, webinaires sectoriels, matinées techniques et accompagnement sur mesure. Le dispositif cible des actions très concrètes pour les entreprises : recherche et réparation des fuites, récupération d'eau de pluie, gestion des eaux pluviales à la parcelle, toilettes sans eau ou encore adaptation aux règles du PLUi de Rennes Métropole.

Pour Cyril Patrault, technicien Économies d'eau, l'objectif est d'accompagner l'innovation et de construire des réponses adaptées aux besoins des professionnels. L'exemple d'Eau du Bassin Rennais montre ainsi qu'une collectivité peut agir comme un véritable moteur de transition, en combinant ingénierie, pédagogie et soutien financier.



La gestion de l'eau en Bretagne : un défi majeur pour tous

Thierry Burlot, Président du Comité de bassin, Agence de l'Eau Loire-Bretagne, a rappelé combien la gestion de l'eau est devenue un enjeu stratégique en Bretagne. Dans un contexte de ressource plus fragile et de besoins croissants, la mobilisation de tous les acteurs est indispensable. Le secteur du bâtiment a, lui aussi, un rôle déterminant à jouer pour accompagner cette transition.



L'EAU, UNE RESSOURCE VITALE ET FRAGILE

L'eau ne respecte pas les frontières administratives, alors que sa gestion reste souvent organisée à l'échelle locale, ce qui complique sa gouvernance. En France, les politiques publiques de l'eau s'appuient sur les bassins hydrographiques.

Cette vulnérabilité peut accentuer les tensions entre territoires, entre usages et entre départements. Thierry Burlot insiste ainsi sur la nécessité de renforcer les solidarités financières et politiques pour garantir une gestion durable, équilibrée et partagée de la ressource. Les épisodes récents de sécheresse et de canicule montrent que l'abondance de l'eau n'est plus acquise. En Bretagne, certaines filières agricoles ont déjà subi de fortes baisses de production, et l'ensemble des activités économiques reste exposé à cette pression croissante. L'eau est désormais une ressource stratégique : sans disponibilité suffisante et de qualité, il devient impossible d'assurer le développement des territoires, la sécurité alimentaire, l'activité économique et l'attractivité régionale.

LA RESPONSABILITÉ DE TOUS LES ACTEURS TERRITORIAUX

La qualité de l'eau dépend de l'action conjointe de tous les acteurs locaux : agriculteurs, industriels, collectivités et habitants. Lorsque des rivières sont dégradées, c'est la conséquence d'usages multiples et cumulés, ce qui impose une réponse collective. Avec la hausse attendue de la population bretonne dans les prochaines décennies, les besoins en eau vont encore augmenter, alors que la région connaît déjà un déficit important. Les infrastructures de stockage, comme les barrages, ont permis de sécuriser une partie de l'approvisionnement, mais elles ne suffiront pas à elles seules à répondre aux besoins futurs.

Dans ce contexte, la réutilisation des eaux usées apparaît comme une piste d'avenir. Certaines communes testent déjà des dispositifs de recyclage pour l'arrosage des espaces verts, tandis que certaines entreprises industrielles fonctionnent en circuit fermé afin de réduire leur consommation d'eau potable. Ces solutions techniques montrent qu'il est possible de mieux économiser la ressource tout en maintenant la continuité des activités.

LE RÔLE CLÉ DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

Le secteur du bâtiment, reconnu pour sa capacité d'innovation et d'adaptation, a un rôle capital à jouer. Les entreprises peuvent intégrer la gestion durable de l'eau dès la conception des projets de construction et de rénovation, limiter l'imperméabilisation des sols grâce à des choix techniques appropriés, et participer aux réflexions locales sur l'aménagement et la planification urbaine. Leur action peut contribuer à concilier développement des territoires, sobriété hydrique et adaptation aux contraintes climatiques. Dans un contexte de raréfaction durable de la ressource, le bâtiment ne doit plus seulement construire : il doit aussi préserver, optimiser et partager l'eau.

Accéder à la vidéo :
www.youtube.com/shorts/vifM9AVSb2Y

YVES MAZETIER
DIRIGEANT DE OB EGA À QUIMPER

Cette conférence a été éclairante, avec des intervenants de grande qualité. Elle tombe à point nommé au regard de la crise de l'eau que nous connaissons depuis cet été : la situation est grave et les restrictions pèsent sur l'activité économique de certains métiers. Il est impératif de mettre en place des actions dès maintenant.

LES COULISSES DU BÂTIMENT

Au cœur des chantiers : ils témoignent

Les 8 et 9 octobre 2026, les Coulisses du bâtiment ont permis à de nombreux jeunes bretons de découvrir les métiers de la construction au travers de visites de chantiers et d'échanges avec des professionnels. Une immersion concrète pour mieux comprendre le secteur et susciter des vocations.

YANNICK CASTEL
DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE LE GRANIT BRETON
PARCOURS DÉCOUVERTE DU BÂTIMENT DANS LES LOCAUX DE LA FD29 ET VISITE DU CHANTIER D'EXTENSION DES LOCAUX DE PRESANTRA, SERVICES AU TRAVAIL BTP À GUIPAVAS

À travers cette visite, nous voulions montrer que les métiers du second œuvre sont essentiels à la construction d'un bâtiment et qu'ils offrent de belles perspectives professionnelles aux jeunes »

ALEXANDRE TRESSARD
CO-DIRIGEANT DE DAERON ÉNERGIE,
CHANTIER : CONSTRUCTION DE CINQ BÂTIMENTS DE LOGEMENTS COLLECTIFS À BAUD

Les Coulisses du Bâtiment permettent de montrer aux jeunes toute la diversité de nos métiers. Le bâtiment est un secteur innovant, dynamique et porteur d'opportunités. C'est une belle occasion de faire évoluer son image et de donner envie aux nouvelles générations de nous rejoindre. »

MATHILDE KERBOURCH
CHARGÉE D'ÉTUDES DE PRIX, ENTREPRISE MAHO
CHANTIER : CONSTRUCTION DE CINQ BÂTIMENTS DE LOGEMENTS COLLECTIFS À BAUD

Je me considère encore comme une jeune professionnelle. Cette proximité avec les élèves me permet de leur parler d'un parcours récent et concret. J'ai envie de transmettre ce que j'ai appris et de leur montrer que les métiers du bâtiment offrent de nombreuses opportunités. »

Emmanuel Aubert, adjoint de direction du collège Sainte-Marie de Vitré

POURQUOI AVOIR CHOISI DE PARTICIPER AUX COULISSES DU BÂTIMENT ?

Les Coulisses du bâtiment sont un rendez-vous annuel pour notre établissement. Cette visite permet à des élèves volontaires de 4e de découvrir la diversité des métiers du bâtiment et d'enrichir leur réflexion sur l'orientation.

QU'ATTENDEZ-VOUS DE CETTE VISITE POUR VOS ÉLÈVES ?

L'objectif est de leur faire découvrir concrètement le monde professionnel. Ils peuvent mieux comprendre les métiers, les compétences attendues et les opportunités qu'offre le secteur.

Elèves sur le chantier de réhabilitation du château Marie de Vitré



Trois élèves du collège Sainte-Marie de Vitré

J'ai découvert que le métier de carreleur demandait beaucoup de précision. Chaque détail compte et le travail doit être très soigné. »

Ce qui m'a le plus marqué, c'est de voir tout ce qu'il y a derrière un chantier. Je ne pensais pas qu'autant de métiers différents travaillaient ensemble pour construire un bâtiment. »

Le métier qui m'a le plus intéressé, c'est celui d'architecte. J'aime bien l'idée de dessiner les plans puis de les retravailler sur ordinateur. »

WORLDSKILLS

La Bretagne brille à Shanghai

La Bretagne était représentée sur la scène mondiale des métiers lors des WorldSkills 2026 à Shanghai. Engagé dans l'épreuve de plâtrerie et constructions sèches, Enzo Delpech a décroché une remarquable médaille d'argent, confirmant l'excellence des savoir-faire bretons dans les métiers du bâtiment.



À gauche, Enzo Delpech (Plâtrerie et constructions sèches) médaillé d'argent lors de la compétition mondiale WorldSkills 2026 à Shanghai

Du 22 au 27 septembre 2026, Shanghai a accueilli la 48ème édition des WorldSkills, la plus grande compétition des métiers au monde. Cet événement international rassemble de jeunes professionnels venus de nombreux pays pour mesurer leurs compétences dans des conditions proches de la réalité de leur métier.

Au sein de l'équipe de France, les métiers du bâtiment et des travaux publics ont décroché neuf médailles et distinctions, confirmant l'excellence des jeunes professionnels français.

Parmi eux, Enzo Delpech a remporté la médaille d'argent dans sa discipline. Une performance qui récompense son investissement, mais aussi l'accompagnement de son employeur STOA à Cesson-Sévigné et de l'ensemble des professionnels qui l'ont soutenu tout au long de son parcours.

La préparation de la 49ème Compétition des métiers est désormais lancée. Une nouvelle génération de candidats tentera à son tour de représenter la Bretagne et de suivre les traces des compétiteurs français sur les scènes nationale et internationale.

DE LA BRETAGNE À SHANGHAI : L'INCROYABLE AVENTURE D'ENZO DELPECH, VICE-CHAMPION DU MONDE DES MÉTIERS

Enzo, pouvez-vous nous raconter votre parcours, depuis les sélections régionales jusqu'à la finale mondiale des métiers à Shanghai ?

ED : *« Pour participer aux WorldSkills, le parcours est particulièrement exigeant. Tout commence par une sélection départementale, puis régionale et nationale. J'ai remporté les sélections régionales puis nationales, ce qui m'a permis de représenter la France à la finale mondiale de Shanghai. »*

Comment s'est déroulé votre accompagnement par les coachs et l'encadrement de l'équipe de France ?

Intégré à l'équipe de France, Enzo a bénéficié d'une préparation comparable à celle des sportifs de haut niveau, avec un accompagnement technique, physique et mental.

ED : *« Le rôle de l'entraîneur technique est essentiel. Dès le mois de mai, j'ai arrêté de travailler pour me consacrer entièrement à la compétition. Je m'entraînais tous les jours avec mon coach et je faisais également du CrossFit trois fois par semaine afin d'être prêt le jour J. »*

Au-delà de la médaille d'argent, qu'est-ce que cette expérience vous a apporté ?

Pour Enzo, cette aventure va bien au-delà du résultat sportif. Elle lui a permis de gagner en expérience, en confiance et en maturité.

ED : *« On gagne énormément en maturité. Techniquement, c'est comme si on acquérait dix ans d'expérience en une seule année de préparation. On rencontre aussi beaucoup de monde, ce qui aide à prendre confiance en soi et apporte davantage de crédibilité dans notre métier. »*

Quels sont désormais vos projets pour la suite ?

Aujourd'hui, le jeune professionnel souhaite poursuivre son parcours avec la même passion et franchir une nouvelle étape.

ED : *« Mon objectif était déjà de m'installer à mon compte avant la compétition. Cette expérience a renforcé ma détermination. J'ai encore beaucoup à apprendre dans mon métier et j'ai envie de transmettre cette passion aux autres. Je n'ai pas l'impression de travailler : je fais avant tout quelque chose que j'aime. »*

PÉPITES DE L'ALTERNANCE 2026 ORGANISÉ PAR LE MEDEF BRETAGNE

Des entreprises bretonnes à l'honneur





L'alternance constitue un levier essentiel pour préparer les compétences de demain et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. À travers le concours « Pépites de l'alternance », les entreprises bretonnes les plus engagées dans l'accueil, l'accompagnement et la formation des alternants sont mises à l'honneur. Ce concours a pour vocation d'identifier, valoriser et récompenser les pratiques exemplaires en matière d'alternance en Bretagne.

La cérémonie de remise des prix de l'édition 2026 s'est déroulée le 15 octobre. Elle a permis de saluer l'engagement d'entreprises qui font de l'alternance un véritable outil de transmission des savoir-faire et d'intégration des jeunes dans le monde professionnel.

Plusieurs entreprises du secteur du bâtiment se sont particulièrement distinguées :

- Lauréat de la catégorie « entreprises de moins de 20 salariés » : Autrement Bois Construction (Morbihan)
- 2e de la catégorie « entreprises de 20 à 80 salariés » : Tiriault (Ille-et-Vilaine)
- 3e de la catégorie « entreprises de 20 à 80 salariés » : NOBA (Côtes-d'Armor)

Ces distinctions mettent à l'honneur des entreprises du bâtiment qui s'engagent chaque jour pour former les jeunes et transmettre les savoir-faire de leurs métiers.

Propos de Bruno Gautier, Fondateur d'Autrement Bois Construction.

Autrement Bois Construction voit dans cette distinction la reconnaissance de son engagement en faveur de la formation et de la transmission des savoir-faire.

« Nous accueillons des alternants, mais aussi des stagiaires, avec la volonté de faire découvrir nos métiers et de transmettre notre passion du bâtiment. »

Pour l'entreprise, former les jeunes est un investissement essentiel pour l'avenir :

« Les professionnels de demain sont les jeunes qui se forment aujourd'hui. Il faut leur faire confiance, leur laisser une place dans l'entreprise et les accompagner dans leur montée en compétences. »

Un message que l'entreprise souhaite également adresser aux autres entreprises : *« Les jeunes apportent un regard neuf et de nouvelles compétences. Les former aujourd'hui, c'est préparer l'avenir de nos entreprises et de notre profession. »*

Construction durable : La Bretagne réinvente l'acte de bâtir

Face à l'urgence climatique et au déploiement de la réglementation environnementale RE2020, le secteur du bâtiment en Bretagne opère une mue historique. Loin d'être une simple tendance, la transition vers des modèles bas-carbone structure désormais l'ensemble de la filière régionale. Poussés par de nouveaux systèmes constructifs exigeants et locaux, les professionnels bretons font évoluer leurs compétences à un rythme inédit. Immersion au cœur d'une révolution silencieuse où formation rime avec décarbonation.

L'AVÈNEMENT DES SYSTÈMES CONSTRUCTIFS MIXTES

Pendant des décennies, l'acte de construire s'est résumé à des schémas standardisés autour du béton. Aujourd'hui, la raréfaction des ressources et la nécessité de stocker le carbone transforment les systèmes constructifs. En Bretagne, la tendance majeure n'est plus au matériau unique, mais à la mixité intelligente.

Le couple **ossature bois et isolation en paille** s'impose comme la nouvelle référence de l'isolation thermique performante. Ce système ne se cantonne plus à la maison individuelle : il colonise le logement collectif et les bâtiments tertiaires avec des entreprises formées à ces nouveaux modes constructifs, comme EMG Charpente dans les Côtes-d'Armor. Parallèlement, la **terre crue**, matériau historique de la bauge bretonne, sort de son usage patrimonial. On la retrouve désormais sous forme de cloisons en briques de terre compressée (BTC) pour apporter de l'inertie thermique aux structures en bois, ou travaillée sous forme de **terre coulée**, comme par exemple le BARBE de SOCABT qui incarne la volonté de l'entreprise de répondre aux enjeux environnementaux tout en valorisant le savoir-faire de ses équipes. Ce nouveau procédé se distingue par sa capacité à être mis en œuvre sans modification des méthodes traditionnelles de l'entreprise.

DES FILIÈRES LOCALES EN PLEINE STRUCTURATION ÉCONOMIQUE

Cette évolution technique repose sur des filières régionales dynamiques qui s'organisent. La **filière paille**, par exemple, s'appuie sur une ressource agricole importante : la Bretagne produit chaque année environ **1 million de tonnes de paille** (données de la Cellule Économique de Bretagne).

Du côté de la **terre crue**, la dynamique est similaire. 80 enseignants (secteur habitat) de SEGPA de l'académie de Rennes sont aujourd'hui formés à la construction en terre crue, et mettent en pratique auprès de leurs élèves.

Les entreprises participent également activement à ces mutations.

Le nouveau pôle WOODPARK, site de 24 000 m² dédié à la construction bois bas carbone regroupe 3 entreprises :

- CCL Construction Bois dispose d'un nouvel atelier de 7000 m²,
- LEGENDRE Pack : production de modules 3D et plancher Bobe (Bois-Béton)
- KANWOOD, seule unité bretonne spécialisée dans la mise en œuvre de béton de chanvre dans les ossatures bois en préfabrication.

RELEVER LE DÉFI DE LA MASSIFICATION

Le défi majeur de la Bretagne ne réside plus dans la faisabilité technique, validée par des siècles d'histoire et modernisée par l'ingénierie, mais bien dans le **changement d'échelle**. Si la préfabrication en atelier d'ossatures bois-paille permet déjà d'améliorer le confort des ouvriers et de réduire les temps de chantier, la massification de l'offre reste dépendante de la commande publique et de l'audace des maîtres d'ouvrage.

En connectant étroitement les mondes agricole, artisanal, académique et industriel, la Bretagne démontre qu'elle possède tous les leviers pour faire de la construction durable la norme de demain, et non plus l'exception.

L'évolution touche aussi les futurs concepteurs. Les IUT bretons ont intégré ces concepts dans le nouveau B.U.T. Génie Civil – Construction Durable, tandis que les universités déploient des licences spécialisées en éco-gestion des bâtis, à l'image de la Licence Pro CRB à Brest pour former les chargés d'affaires de demain.